



---

**Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique**

**Trente-huitième session**

Bonn, 3-14 juin 2013

Point 4 de l'ordre du jour

**Principes méthodologiques concernant les activités liées à la réduction des émissions résultant du déboisement et de la dégradation des forêts et le rôle de la conservation, de la gestion durable des forêts et de l'accroissement des stocks de carbone forestiers dans les pays en développement**

**Principes méthodologiques concernant les activités liées à la réduction des émissions résultant du déboisement et de la dégradation des forêts et le rôle de la conservation, de la gestion durable des forêts et de l'accroissement des stocks de carbone forestiers dans les pays en développement**

**Projet de conclusions proposé par le Président**

*Systèmes nationaux de surveillance des forêts*

1. L'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique (SBSTA) a décidé de recommander l'adoption, par la Conférence des Parties à sa dix-neuvième session, d'un projet de décision sur les modalités de fonctionnement de systèmes nationaux de surveillance des forêts (le texte de ce projet de décision figure dans le document FCCC/SBSTA/2013/L.12/Add.1).

*Mesure, notification et vérification*

2. Le SBSTA est convenu de poursuivre ses travaux sur les principes méthodologiques applicables à la mesure, à la notification et à la vérification dont il est question à l'alinéa *c* de l'appendice II de la décision 1/CP.16, sur la base des éléments figurant à l'annexe I des présentes conclusions concernant un éventuel projet de décision sur la question, l'objectif étant d'achever ces travaux à sa trente-neuvième session (novembre 2013) et d'élaborer d'éventuelles recommandations relatives à un projet de décision sur ce sujet pour examen et adoption par la Conférence des Parties à sa dix-neuvième session (novembre 2013).

*Niveaux d'émission de référence pour les forêts et/ou niveaux de référence pour les forêts*

3. Le SBSTA est convenu de poursuivre ses travaux sur des lignes directrices relatives à l'évaluation technique des niveaux d'émission de référence pour les forêts et/ou des niveaux de référence pour les forêts proposés, ainsi qu'il est demandé au paragraphe 15 de la décision 12/CP.17, sur la base des éléments figurant à l'annexe II des présentes conclusions concernant un éventuel projet de décision sur la question, l'objectif étant d'achever ces travaux à sa trente-neuvième session et d'élaborer des recommandations relatives à un projet de décision sur la question pour examen et adoption par la Conférence des Parties à sa dix-neuvième session.

*Garanties*

4. Rappelant les principes figurant au paragraphe 2 de la décision 12/CP.17, le SBSTA a encouragé les pays en développement parties à continuer d'étoffer l'expérience pertinente et les meilleures pratiques en vue d'améliorer leurs systèmes de communication d'informations sur la manière dont toutes les garanties étaient prises en compte et respectées. Il a en outre encouragé les pays en développement parties à partager cette expérience et les enseignements à retenir avec d'autres Parties.

5. Le SBSTA a invité les pays en développement parties à communiquer au secrétariat, avant le 24 septembre 2014, leurs vues sur l'expérience et les enseignements tirés de la mise au point de systèmes de communication d'informations sur la manière dont toutes les garanties sont prises en compte et respectées et sur les difficultés qu'ils rencontrent dans l'élaboration de tels systèmes. Il a chargé le secrétariat de rassembler ces communications dans un document de la série MISC pour examen à sa quarante et unième session (décembre 2014).

6. Le SBSTA a invité les Parties et les organisations admises en qualité d'observateurs à communiquer au secrétariat, avant le 24 septembre 2014, leurs vues sur le type de renseignements, provenant des systèmes de communication d'informations sur la manière dont les garanties sont prises en compte et respectées, qui s'avéreraient utiles et que les pays en développement parties pourraient fournir. Il a demandé au secrétariat de rassembler ces communications dans un document de la série MISC pour examen à sa quarante et unième session. Il a aussi chargé le secrétariat de publier sur la plate-forme Web<sup>1</sup> du site Web de la Convention les communications reçues des organisations admises en qualité d'observateurs.

7. Le SBSTA a également engagé les pays en développement parties et les organisations admises en qualité d'observateurs à partager, par le biais de la plate-forme Web du site Web de la Convention, leur expérience et les enseignements tirés de la mise au point de systèmes de communication d'informations sur la manière dont toutes les garanties sont prises en compte et respectées et les difficultés qu'ils rencontrent dans l'élaboration de tels systèmes.

8. Le SBSTA a décidé de recommander l'adoption, par la Conférence des Parties à sa dix-neuvième session, d'un projet de décision sur le calendrier et la fréquence de présentation des résumés des informations relatives à la manière dont toutes les garanties visées à l'appendice I de la décision 1/CP.16 sont prises en compte et respectées (le texte du projet de décision figure dans le document FCCC/SBSTA/2013/L.12/Add.2).

---

<sup>1</sup> <http://unfccc.int/redd>.

9. Le SBSTA est convenu d'examiner, à sa quarante et unième session, l'opportunité de lignes directrices supplémentaires sur les questions visées au paragraphe 6 de la décision 12/CP.17, en prenant en considération les communications mentionnées ci-dessus aux paragraphes 5 et 6.

*Facteurs du déboisement et de la dégradation des forêts*

10. Le SBSTA a rappelé qu'au paragraphe 72 de la décision 1/CP.16 la Conférence des Parties avait demandé aux pays en développement parties, lorsqu'ils élaborent et mettent en œuvre leur stratégie ou leur plan d'action national, de prendre en considération, entre autres choses, les facteurs du déboisement et de la dégradation des forêts, en assurant la participation pleine et entière des parties prenantes concernées, notamment des peuples autochtones et des communautés locales. Il a noté que les mesures à prendre pour prendre en considération les facteurs du déboisement et de la dégradation des forêts devaient également tenir compte des lignes directrices figurant à l'appendice I de la décision 1/CP.16.

11. Le SBSTA a reconnu l'importance d'une coordination intersectorielle dans le cadre de la mise au point de stratégies ou de plans d'action nationaux prenant en considération les facteurs du déboisement et de la dégradation des forêts.

12. Le SBSTA a en outre reconnu que la coopération internationale pouvait contribuer à la prise en compte des facteurs du déboisement et de la dégradation des forêts.

13. Le SBSTA a décidé de recommander l'adoption par la Conférence des Parties à sa dix-neuvième session d'un projet de décision sur la prise en compte des facteurs du déboisement et de la dégradation des forêts (le texte de ce projet de décision figure dans le document FCCC/SBSTA/2013/L.12/Add.3).

*Démarches non fondées sur le marché*

14. Le SBSTA a noté que les démarches non fondées sur le marché, telles que des démarches communes en matière d'atténuation et d'adaptation pour la gestion intégrale et durable des forêts, mentionnées au paragraphe 67 de la décision 2/CP.17, étaient importantes pour étayer la mise en œuvre des activités visées au paragraphe 70 de la décision 1/CP.16.

15. Le SBSTA a noté en outre qu'il fallait clarifier les types de démarches non fondées sur le marché se rapportant à la mise en œuvre des activités visées au paragraphe 70 de la décision 1/CP.16, ainsi que la question de savoir si des travaux méthodologiques supplémentaires pourraient être nécessaires. Il a pris note du lien entre cet aspect et la fourniture d'un appui adéquat et prévisible, notamment de ressources financières.

16. Le SBSTA a invité les Parties et les organisations admises en qualité d'observateurs à communiquer au secrétariat, avant le 26 mars 2014, leurs vues sur les principes méthodologiques applicables aux démarches non fondées sur le marché. Il a chargé le secrétariat de rassembler ces communications dans un document de la série MISC pour examen à sa quarantième session (juin 2014).

17. Le SBSTA a demandé au secrétariat d'organiser, à sa quarantième session, une réunion d'experts sur les questions mentionnées ci-dessus aux paragraphes 14 et 15 et d'établir un rapport sur cette réunion pour examen à sa quarante et unième session.

18. Le SBSTA a décidé de poursuivre à sa quarantième session l'examen de la mise au point de principes méthodologiques applicables aux démarches non fondées sur le marché.

19. Le SBSTA a pris note de l'estimation des incidences budgétaires des activités devant être entreprises par le secrétariat conformément au paragraphe 17 ci-dessus.

20. Il a demandé que les mesures que le secrétariat est appelé à prendre dans les présentes conclusions soient mises en œuvre sous réserve de la disponibilité de ressources financières.

*Avantages non liés au carbone*

21. Le SBSTA est convenu qu'il importait de tenir compte des avantages non liés au carbone résultant de la mise en œuvre des activités énoncées au paragraphe 70 de la décision 1/CP.16.

22. Il a pris note des travaux consacrés aux avantages non liés au carbone en cours dans le cadre d'autres organisations et conventions internationales.

23. Le SBSTA est convenu en outre qu'il fallait clarifier les types d'avantages non liés au carbone et les aspects méthodologiques connexes.

24. Le SBSTA a invité les Parties et les organisations admises en qualité d'observateurs à communiquer au secrétariat, avant le 26 mars 2014, leurs vues sur les questions visées au paragraphe 40 de la décision 1/CP.18. Il a demandé au secrétariat de les rassembler dans un document de la série MISC pour examen à sa quarantième session.

25. Le SBSTA a décidé de poursuivre à sa quarantième session l'examen des aspects méthodologiques de la question des avantages non liés au carbone.

## Annexe I

[*Anglais seulement*]

### **Elements for a possible draft decision on modalities for measuring, reporting and verifying**

[ *The Conference of the Parties,*

*Recalling* decisions 2/CP.13, 4/CP.15, 1/CP.16, 2/CP.17 and 12/CP.17,

1. *Decides* that measuring, reporting and verifying anthropogenic forest-related emissions by sources and removals by sinks, forest carbon stocks, and forest carbon stock and forest-area changes resulting from the implementation of the activities referred to in decision 1/CP.16, paragraph 70, taking into account paragraph 71(b) and (c), is to be consistent with the methodological guidance provided in decision 4/CP.15, and guidance on measuring, reporting and verification of nationally appropriate mitigation actions by developing country Parties as agreed by the Conference of the Parties, and in accordance with any future relevant decisions of the Conference of the Parties;
2. *Recognizes* the need to develop capacities for measuring, reporting and verifying anthropogenic forest-related emissions by sources and removals by sinks, forest carbon stocks, and forest carbon stock and forest-area changes resulting from the implementation of the activities referred to in decision 1/CP.16, paragraph 70;
3. *Decides* that the data and information used by Parties in the estimation of anthropogenic forest-related emissions by sources and removals by sinks, forest carbon stocks, and forest carbon stock and forest-area changes, as appropriate to the activities referred to in decision 1/CP.16, paragraph 70, undertaken by Parties, should be transparent, consistent over time and with the established forest reference emission levels and/or forest reference levels in accordance with decision 1/CP.16, paragraph 71(b) and (c) and section II of decision 12/CP.17;
4. *Agrees* that, consistent with decision 12/CP.17, paragraph 7, results from the implementation by Parties of the activities<sup>1</sup> included in decision 1/CP.16, paragraph 70, measured against the forest reference emission levels and/or forest reference levels should be expressed in tonnes of carbon dioxide equivalent per year;
5. *Encourages* Parties to improve data and methodologies over time, while maintaining consistency with the established or, as appropriate, updated, forest reference emission levels and/or forest reference levels in accordance with decision 1/CP.16, paragraph 71(b) and (c);
6. *Recalls* the relevant provisions in decisions 17/CP.8 and 2/CP.17 related to the provision of support for reporting;
7. *Further decides* that, consistent with decision 1/CP.16 and with annex III to decision 2/CP.17, the data and information referred to in paragraph 3 above should be provided through the biennial update reports by Parties, taking into consideration additional flexibility given to least developed countries and small island developing countries;

---

<sup>1</sup> As per decision 1/CP.16, paragraph 70, Parties undertake activities as deemed appropriate by each Party and in accordance with their respective capabilities and national circumstances, noting that significant pools and/or activities should not be excluded.

8. *[[Also decides that the information reported in accordance with paragraph 7 above will be subject to international consultation and analysis as agreed by the Conference of the Parties;]*
9. *[Requests][Encourages] developing country Parties seeking to obtain and receive results-based finance to, when submitting the data and information referred to in paragraph 3 above, through the biennial update reports, to supply a technical annex as per paragraph 20 of annex 3 of decision 2/CP.17;*
10. *Further decides that the data and information provided in the technical annex referred to in paragraph 9 above shall be consistent with decisions 4/CP.15 and 12/CP.17 and follow the guidelines provided in the annex to this decision;*
11. *Decides that, upon request of the developing country seeking to obtain and receive payments for results-based actions, [two LULUCF experts from the roster of experts, one each from developing country and developed country Parties]<sup>2</sup> will be included among the members selected for the technical team of experts.*
12. *Further decides that, as part of the technical analysis referred to in paragraph 4 of Annex 4 of decision 2/CP.17, the technical team of experts shall analyse [whether][the extent to which]:*
- (a) *There is methodological consistency between the assessed reference level and the results from the implementation of the activities from paragraph 70 of decision 1/CP.16;*
  - (b) *The data and information provided in the technical annex is transparent, consistent, complete<sup>3</sup> and accurate;*
  - (c) *Is consistent with the guidelines referred to in paragraph 10 above;*
  - (d) *The results are accurate, to the extent possible.*
13. *Decides that the Party that submitted the technical annex may interact with the technical team of experts during the analysis of its technical annex to clarify issues and provide additional information to facilitate the analysis by the technical team of experts;*
14. *{Also decides that the technical team of experts may seek clarifications from the Party, and that the Party is to provide clarifications on the issues raised to the technical team of experts, in accordance with the timetable of the international consultation and analysis process described in the annex to decision 2/CP.17, paragraph 4;<sup>5</sup>*
15. *Further decides that if the Party and the technical team of experts are unable to reach a common understanding in relation to the clarifications provided, it shall be noted in the summary report of the technical team of experts;<sup>5</sup>*
16. *Decides that the results of the assessment of the technical annex will be included in the summary report of the technical team of experts, as referred to in the annex to decision 2/CP.17, paragraph 4;]<sup>4</sup>*
17. *Agrees that [activities][results-based actions] that may be eligible to appropriate market-based approaches that could be developed by the Conference of the Parties, as per decision 2/CP.17, paragraph 66, [will][may] be subject to any further specific modalities for verification consistent with any decision of the Conference of the Parties on this matter.]]*

---

<sup>2</sup> FOOTNOTE: not prejudice /ICA consistency

<sup>3</sup> Complete here means the provision of information that allows for the reconstruction of the results.

<sup>4</sup> FOOTNOTE: not intended to prejudice related decisions pending under international consultation and analysis, including those related to the technical team of experts

**[Elements for a technical annex**

- A. Summary information from the final report the latest assessed reference levels, including:
- a. The assessed FREL/FRL expressed in tonnes of CO<sub>2</sub>e per year
  - b. The activity(ies) included
  - c. The territorial forest area covered
  - d. Date of the reference level submission and date of final technical assessment report
  - e. The period (years) of the assessed reference levels
- B. Results in tonnes of CO<sub>2</sub>e per year, consistent with the assessed reference levels.
- C. Demonstration that the results in B are methodologically consistent with the assessed reference level, including:
- a. Data sets and approaches used (e.g., remotely sensed data, national forest inventory (or equivalent))
  - b. Information on the methods/models<sup>1</sup> and assumptions used,
  - c. The year(s) under consideration
  - d. The territorial forest area covered
  - e. Pools, gases and activity(ies) included
  - f. Definition of forest used
- D. Consistency of the results in B with the corresponding information provided in the national greenhouse inventory;
- E. Description of the institutional roles and responsibilities for measuring, reporting and verifying the results.
- F. Provide all the necessary information that allows for the reconstruction of the results.
- G. Take into account, as appropriate, paragraphs 1(c) and 1(d) in decision 4/CP.15. (the reference to 1(d) addresses the issue of uncertainty)
- H. [how to reflect uncertainties – we think this is covered under 1(d) from decision 4/CP.15]
- I. PROPOSED LANGUAGE - If applicable, any change that leads to an inconsistency with the assessed reference levels, taking into account that these changes may only refer to a decrease in relation to the result that would be otherwise obtained.]

---

<sup>1</sup> Parties should refer to the IPCC Expert Meeting report on Use of Models .....

## Annexe II

[Anglais seulement]

### **Elements for a possible draft decision on guidelines and procedures for the technical assessment of submissions from Parties on proposed forest reference emission levels and/or forest reference levels**

[*The Conference of the Parties,*

*Reaffirming* that, in the context of the provision of adequate and predictable support to developing country Parties, Parties should collectively aim to slow, halt and reverse forest cover and carbon loss, in accordance with national circumstances, consistent with the ultimate objective of the Convention, as stated in its Article 2,

*Recognizing* that [in the context of the provision of adequate and predictable support to developing country Parties,] developing country Parties aiming to implement the actions listed in decision 1/CP.16, paragraph 70, are responsible for the establishment of their forest reference emission levels and/or forest reference levels,

*PLACEHOLDER [on training]*

*Recalling* the provisions of decision 12/CP.17,

1. *Decides* that each submission referred to in decision 12/CP.17, paragraph 13, shall be subject to a technical assessment;
2. [*Adopts* the guidelines and procedures for the technical assessment of submissions from Parties on forest reference emission levels and/or forest reference levels contained in the annex to this decision;]
3. *Invites* Parties, in particular developing country Parties, and, as appropriate, intergovernmental organizations to nominate technical experts with the relevant qualifications to the UNFCCC roster of experts;
4. [*Decides* that proposed forest reference emission levels and/or forest reference levels and the outcomes of the technical assessments shall be considered for possible adoption by the Conference of the Parties at its next session.]
5. *Takes note* of the estimated budgetary implications of the activities to be undertaken by the secretariat pursuant to paragraphs 1 and 2 above;
6. *Requests* that the actions of the secretariat called for in this decision be undertaken subject to the availability of financial resources.



---

**Annex: Guidelines and procedures for the technical assessment of submissions by Parties on proposed forest reference emission levels and/or forest reference levels**

**Guidelines for technical assessment**

*Objectives*

1. The objectives of the technical assessment are:

*Subparagraph (a)*

*[Option 1]*

To assess the degree to which Parties have provided transparent, complete, consistent, and accurate information to support the construction of the forest reference emission levels and/or forest reference levels,]

*[Option 2]*

To assess the degree to which Parties have provided information in accordance with the guidelines for submissions of information on forest reference emission levels and/or forest reference levels in the annex to decision 12/CP.17 in the construction of the forest reference emission levels and/or forest reference levels,]

*Subparagraph (b)*

*[Option 1]*

To provide, as appropriate, technical [recommendations][suggestions][guidance] to the developing country Party,]

*[Option 2]*

To offer a facilitative, [non-intrusive,] technical exchange of information on the construction of the forest reference emission levels and/or forest reference levels with a view to provide developing country Parties with the capacity for the construction and [continuous] [appropriate future improvement of the forest reference emission levels and/or forest reference levels, subject to national capability and policy][future] improvement of the reference levels [that would be reflected in subsequent submissions of the forest reference emission levels and/or forest reference levels, as appropriate,]

*[Option 3]*

To offer a facilitative, [non-intrusive,] technical exchange of information on the construction of the reference level with a view to provide developing country Parties with [suggestions, as appropriate,] [the capacity] for the improvement [and/or technical

adjustment] [, as appropriate,] of the reference levels, taking into account national circumstances,]

(c) To provide a technical assessment [to support consideration by the COP at its subsequent session of the forest reference emission level and/or forest reference level to be used],

[Notes that this technical assessment should be facilitative in nature,]

*[Scope Option A*

2. [A technical assessment of the data, methodologies, assumptions and procedures used in the construction of the forest reference emission level and/or forest reference level of a developing country Party to determine whether it is consistent with the guidelines in the annex to decision 12/CP.17, ]

*Paragraph 3*

*[Option 1*

Taking into consideration the voluntary basis of submissions of forest reference emission levels and/or forest reference levels, the assessment team will assess the following:]

*[Option 2*

Taking into consideration the voluntary nature of the activities referred to in decision 1/CP.16, paragraph 70, the assessment of the submissions by Parties on proposed forest reference emission levels and/or forest reference levels by the assessment team will assess the following:]

(b) The extent to which the Party has identified pools, gases and activities included in the forest reference emission level and/or forest reference level and explained the reasons for omitting a pool, a gas or an activity from the forest reference emission level and/or forest reference level and whether the coverage of pools in the forest reference emission level and/or forest reference level is consistent, and justification of why omitted pools were deemed not significant,

(c) The description of approaches, methods and models used in the construction of forest reference emission levels and/or forest reference levels,

(d) The extent to which the forest reference emission level and/or forest reference level value is consistent with the information and descriptions provided by the Party,

(e) The extent to which the information was provided by the Party in a transparent manner,

(f) Whether a description is provided of domestic policies relevant to the construction of the forest reference emission levels and/or forest reference levels and how these policies were used in the construction of the forest reference emission levels and/or forest reference levels,

(g) [Whether confirmation has been provided that the construction of forest reference emission levels and/or forest reference levels do not include assumptions about changes to domestic policies.]

4. As part of the technical assessment, the review process may provide technical recommendations to the developing country Party on the construction of its forest reference emission levels and/or forest reference levels. This may include the recommendation to make a technical revision to elements used in its construction.

5. The assessment team shall refrain from making any judgment on domestic policies taken into account in the construction of forest reference emission levels and/or forest reference levels. ]

*[Scope Option B*

2. A technical assessment of the data, methodologies and procedures used by the developing country Party in the construction of the reference level(s) in accordance with the guidelines in the Annex to Decision 12/CP.17, covering the following:

(a) The extent to which the information used maintained consistency with anthropogenic forest-related greenhouse gas emissions by sources and removals by sinks as contained in the national greenhouse gas inventories [para 8 decision] and/or with historical data [Annex, (a)];

(b) The extent to which the information provided was transparent, complete (FOOTNOTE), consistent and accurate, including methodological information, description of data sets, approaches, methods, models, if applicable, and assumptions used. [Annex, (b)], and whether the reference levels are national or cover less than its entire national territory of forest area [para 11 Decision].

(c) Whether a description of relevant policies and plans has been provided. [Annex, (b)]

(d) If applicable, whether descriptions of changes from previously submitted reference levels are provided, taking into account the stepwise approach (FOOTNOTE PARAGRAPH 10 OF THE DECISION) [Annex, (b)][paragraph 10 Decision]

(e) Pools and gases, and activities included in the reference levels, and justification of why omitted pools and/or activities were deemed not significant. [Annex, (c)]

(f) Definition of forest used and, if different from the one used in the national GHG inventory or from the one reported to other international organizations, an explanation of why and how the definition used was chosen; [Annex, (d)]

3. The assessment team shall refrain from making any judgment on domestic policies.]

**Procedures for technical assessment**

*General procedures*

6. Each submission will be technically assessed by an assessment team in accordance with the procedures and timeframes established in these guidelines.

7. Each assessment team will conduct a thorough and comprehensive assessment of the forest reference emission level and/or forest reference level and will prepare a report under its collective responsibility.

8. The technical assessment process will be coordinated by the secretariat. The assessment team will be composed by LULUCF experts selected from the UNFCCC roster

of experts. Participating experts will serve in their personal capacity and will be neither nationals of the Party undergoing the technical assessment, nor funded by that Party.

*Composition of the assessment team*

9. The assessment team will be composed of at least [two][three] LULUCF experts. The secretariat shall ensure that at least one expert each from a developing and a developed country will be selected from the roster of LULUCF experts.

*Timing*

10. In order to facilitate the secretariat's work, each Party should confirm to the secretariat, their active experts on the LULUCF roster of experts who will be able to participate in the technical assessment of forest reference emission levels and/or forest reference levels.

11. Assessment sessions will be organized [one] [two] [three] times a year. Submissions received no later than [six] weeks ahead of a session will be assessed at this session. The assessment sessions will take place at a venue designated by the UNFCCC secretariat.

12. The secretariat should forward all relevant information to the assessment team at least [four] weeks before the start of the assessment session.

13. Prior to the assessment session, the assessment team should identify any preliminary issues requiring clarifications from the Party, as appropriate.

14. The Party that submitted the forest reference emission level and/or forest reference level may interact with the assessment team during the assessment session of their submission to clarify issues and provide additional information to facilitate the assessment by the assessment team.

15. The assessment team may seek additional clarifications from the Party no later than [one] week following the assessment session. This may include technical inputs to the Party on the construction of its forest reference emission level and/or forest reference level. The Party is to provide clarifications on the issues raised to the assessment team no later than [five] weeks following the request. As a result of the facilitative process referred above, the Party may modify its submitted forest reference emission level and/or forest reference level in response to the technical inputs of the assessment team.

16. The assessment team will prepare a draft report and make it available to the Party no later than [eight] weeks following the assessment session. The report should include a short summary.

17. The Party will have [three] weeks to respond to the draft report of the assessment team.

18. [If the Party does not agree with the results from the assessment as included in the draft report, in responding to the Party's comments, the assessment team will seek advice from a small group of experienced reviewers to be convened by the secretariat.]

19. The assessment team will prepare a final report within [three] weeks following the Party's response and the report will be sent to the secretariat for publication via the web platform on the UNFCCC website.<sup>1</sup> The final report will contain the technical assessment, technical recommendations, if appropriate, and the responses by the Party and where provided, the advice of the small group of experienced reviewers convened by the secretariat.

20. The secretariat will prepare a synthesis report of the technical assessment process of the forest reference emission levels and/or forest reference levels [ for consideration by the COP at the next session after the final report referred to in paragraph 18 above]. The synthesis report will be made publicly available via the web platform on the UNFCCC website.]

---

---

<sup>1</sup> <<http://unfccc.int/redd>>.